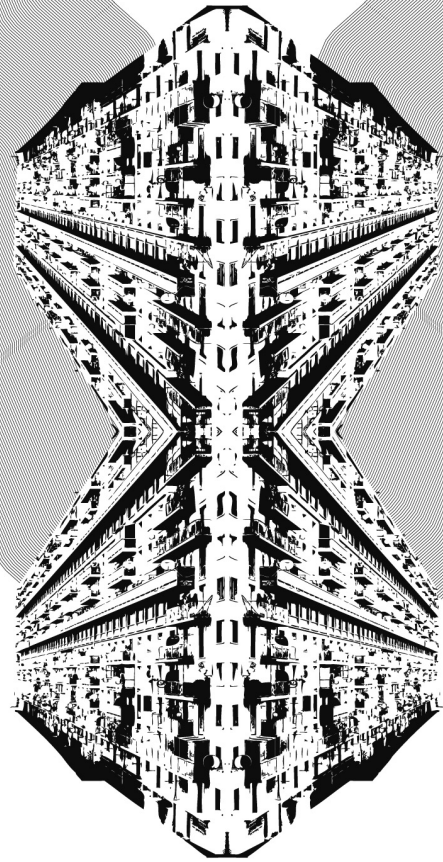


LA VIE EN ROSE



Christine Boutin, ministre du logement et de la ville, annonçait le 14 novembre 2007 : « J'entends pousser dès 2008 à la mobilisation des acteurs locaux dans les quartiers concernés (ndlr : zones urbaines sensibles), par un ambitieux projet de rénovation urbaine qui modifiera en profondeur le cadre de vie. ⁽¹⁾ » La méthode : démolir pour reconstruire. Car pour les pouvoirs publics (et dans l'inconscient collectif), régler les problèmes des « banlieues » passe par la destruction de ses hideuses barres et autres tours — causes de tous les maux/mots. Si tel était le cas, toutes les zones à forte densité de population devraient souffrir des mêmes pathologies : insécurité, dégradation... Il faut pourtant se rendre dans la zone la plus peuplée au monde, en l'occurrence Hong-Kong, pour se rendre compte que promiscuité, mélange ethnique et social, et tours d'habitation sont loin d'avoir les conséquences qu'on leur prête. Il est vrai que la mixité sociale y est exemplaire. Moins que chez nous où, dans le neuvième arrondissement, La Rouvière, longtemps estampillée « plus grande cité d'Europe » avec ses barres de 2 000 logements reste paisible, alors que celle de la Cayolle, constituée de petits modules de trois étages maximum, cristallise les tensions.

Afin de comprendre pourquoi nos pourtours sont bardées de béton, remettons la problématique en perspective. L'accroissement de la production industrielle après guerre nécessite une forte main d'œuvre dans les usines, recrutée dans les colonies du Maghreb et les campagnes de l'hexagone. Une France détruite se reconstruit. La périphérie des villes (Marseille notamment) est remplie de bidonvilles à résorber. Il faut ériger, et vite. Techniquement, de nouveaux processus accélèrent la construction (béton et éléments préfabriqués). Idéologiquement, les nouvelles théories d'urbanisme progressistes, initiées par la Charte d'Athènes ⁽²⁾, passent du concept à la réalisation ⁽³⁾. Les immeubles se parent de nouvelles formes plastiques (contrairement à la pierre, le béton est moulé) et l'ha-

bitat devient fonctionnel et humain (sanitaires, eau chaude, chauffage collectif, vide-ordures, balcons, espaces verts...). C'est pour rendre hommage à la qualité architecturale des plus remarquables de ces édifices que fut créé le label Patrimoine du XX^e siècle. Plusieurs groupes d'habitations à Marseille ont obtenu ce label ⁽⁴⁾, dont dernièrement Les Rosiers, dans le quatorzième arrondissement, qui fête ce week-end ses cinquante ans à l'initiative du centre social et de ses intervenants architectes, paysagistes et urbanistes. Dans cette copropriété de 723 logements, il devient nécessaire de mettre en avant les qualités du bâti afin que ses occupants se sentent fiers de l'endroit où ils vivent et adhèrent au projet de réhabilitation en cours, au-delà de l'aspect « ghetto » dans lequel ils se sont laissés enfermer. Car, malgré une image déplorable et des dégradations rapides et récentes, les Rosiers restent, d'après l'urbaniste Nicolas Memain, « une merveille conceptuelle, une résille aérienne, la volonté d'un architecte qui voulait recréer, sur un modèle soviétique, des rues, non pas au sol, mais suspendues, à l'image des cinq grands blocs des Rosiers, qui ont deux véritables rues intérieures, au cinquième et au

huitième étage. »

Les trente dernières années ont vu prospérer maisons individuelles et lotissements. Or, l'étalement de l'habitat est un non-sens écologique. Il nécessite de créer de la voirie (et ses réseaux d'eau et d'électricité) et encourage l'utilisation de la voiture. En outre, une maison est plus gourmande en calories qu'un immeuble (les occupants du bas chauffants partiellement ceux du haut). Construire en hauteur permet également de dégager de l'espace à vocation paysagère, et mutualiser les coûts. Le tout étant de respecter une mixité sociale par l'impulsion politique : ne plus construire d'immeubles HLM, mais disperser ces logements dans le bâti existant ou en devenir. Evidemment, cela passe par un changement des attitudes clientélistes. Actuellement, le logement social disponible dans les beaux quartiers se trouve généralement attribué en échange de « services » rendus. Lorsque l'on constate que la loi imposant 20 % de logements sociaux dans chaque commune n'est pas respectée... à trois ou dix étages, tout le monde aura sa part du ghettos.

TEXTE : DAMIEN BŒUF
ILLUSTRATION : DAMIEN BŒUF D'APRÈS
UNE PHOTO DE PHILIPPE PIRON

(1) Discours intégral sur : www.ville.gouv.fr/pdf/ministere/discours-2007/observatoire-rapport-2007-discours-boutin.pdf

(2) Cent onze propositions urbaines fixent le cadre dogmatique de l'urbanisme moderne. Elles furent rédigées par Le Corbusier en guise de conclusion au Ciam 4 qui s'était tenu au cours de l'été 1933 sur un paquebot reliant Marseille à Athènes, puis publié en 1943.

(3) Car, d'après l'historien et critique d'architecture Jean-Pierre Le Dantec, ce volontarisme pensé par des architectes novateurs fut édulcoré par les pouvoirs politiques de l'époque : « Au vrai, la prolifération des grands ensembles fut plutôt l'effet, cautionné par les idées de l'urbanisme moderne, d'une volonté planificatrice caractérisant un milieu fort différent de celui des Congrès internationaux d'architecture moderne : celui des grands commis de l'Etat, enfin en mesure de développer leurs desseins pour le compte d'un pouvoir fort. »

(4) Liste des labellisations dans la région : www.culture.gouv.fr/paca/dossiers/xxeme_label/label_13.htm

Les Rosiers 50 ans, 1957/2007... et après ? les 23 et 24 à Marseille 14^e (voir prog détaillé dans l'agenda et sur www.marseille2013.org/les-rosiers)